

Campagne électorale 2012 à Gentilly, éléments de bilan et de propositions

Gilles ALLAIS, Gentilly le 17 juin 2012

Préambule

Au-delà de la déception des législatives, il faut d'abord clairement affirmer que cette période a été globalement un succès pour promouvoir la crédibilité d'une réelle alternative à gauche. Ce résultat n'était pas acquis d'avance et nous avons su dépasser l'anti sarkozysme primaire et promouvoir des idées fondamentales.

Je veux ici livrer quelques commentaires personnels sur la campagne qui vient de s'écouler, avec des critiques, des interrogations, des propositions pour la suite. Je précise que je ne vise personne en particulier et je me compte dans les responsables des lacunes, en particulier avec mon implication insuffisante. Je parlerais ainsi d'abord de mon ressenti en temps que membre du Collectif citoyen gentilléen pour une réelle alternative à gauche, j'indiquerais aussi des avis personnels sur les enjeux après cette campagne.

La campagne à Gentilly

Trois campagnes se sont superposées, celle des partis, celle du Front de Gauche, celle du Collectif citoyen gentilléen pour une réelle alternative à gauche.

Au départ, le Collectif était supposé mobiliser au-delà du Front de Gauche tel qu'il existait localement au début de la campagne. L'ambition était d'amplifier le développement sur Gentilly d'une vraie alternative à gauche, en menant entre autre la bataille des idées de fonds (concrétisée par les débats organisés).

Il ne faut pas faire d'autosatisfaction : le rassemblement large de citoyens intéressés par la démarche n'a pas eu lieu. A quelques exceptions près, qu'il faut bien sûr saluer, ce sont essentiellement des gens connus (des « habitués ») qui se retrouvent dans le collectif. Il n'y a pas eu de réelle mobilisation au-delà des cercles habituels, ceci étant vrai pour l'ensemble de acteurs de la campagne : Collectif, Front de Gauche, partis. Nos réunions ont été intéressantes mais peu fréquentées. Cet aspect est à analyser collectivement : pourquoi à Gentilly il ne s'est pas produit de mouvement de citoyens significatif en direction du Front de Gauche, comme semble être arrivé dans un certain nombre de localités ? Pourquoi l'élan ne s'est retrouvé d'une certaine façon que dans les urnes ?

Le Collectif s'est peu réuni en temps que tel. Quand cela a été le cas, les réunions n'ont quasiment jamais dépassé la dizaine. Il n'y a pas eu de réels débats, sur l'articulation avec le Front de Gauche et les partis par exemple (à part quelques échanges par mails qui posaient de vraies questions). Nous n'avons pas pris le temps de nous poser, pour nous situer, pour discuter du sens des initiatives prises. Beaucoup de choses ont été faites mais les réunions du Collectif ont plutôt été des machines à organiser, ce qui est évidemment nécessaire, mais pas suffisant. Des questions cruciales n'ont pas été abordées, comme celle du partage du financement. Ce point a été soulevé ici ou là, mais personne n'a réellement posé le problème, qui pouvait être résolu (ce n'est qu'un exemple de « dysfonctionnement »).

Une note sur les législatives. Certes, les choses étaient réglées au plan national. Mais, cela ne veut pas dire qu'il n'aurait pas été souhaitable que cela se passe différemment. Sur la 10 ème, il y avait une logique à reconduire la candidature du sortant. Mais sur la 11 ème, il aurait fallu réfléchir aux moyens d'une vraie reconquête, avec des candidatures innovantes. Cette réflexion est loin d'être isolée, c'est un vrai débat.

Les résultats à Gentilly

Il faut évidemment s'en féliciter, la gauche atteignant un de ses meilleurs résultats à Gentilly, avec 66 % au 1^{er} tour de la présidentielle et 73 % au 2^{ème}. Le niveau autour de 70% s'est d'ailleurs confirmé aux législatives (72 %). Le score du Front de gauche est tout à fait intéressant avec 23 % à la présidentielle, représentant à lui seul la progression en voix de la gauche (plus 600 voix par rapport à 2007). Là encore, le niveau est resté élevé pour les législatives, avec un pourcentage de voix supérieur à celui de la présidentielle (28%).

En restant sur la présidentielle, il est intéressant de situer ce score par rapport à celle de 2007, la comparaison n'étant pas à faire avec le score de MG Buffet en 2007, mais de façon plus large. En 2007, l'addition de Buffet + Bové (alors « altermondialiste ») + Besancenot + Laguiller faisait 14,4 %, en 2012 l'addition Mélenchon + extrême gauche fait 24,1 %. Plus en profondeur, quelque chose de nouveau s'est produit, des électeurs d'origine diverse se rassemblant sur le vote Mélenchon (d'origine PC bien sûr, mais aussi PS, Verts, extrême gauche, et surtout « rien »). Ce mouvement de rassemblement ne s'est de plus pas démenti aux législatives, Gentilly n'ayant pas connu le tassement qui s'est produit au niveau national par rapport à la présidentielle.

Un mouvement très positif qu'il faut capitaliser

Avec cette campagne, les positions anti capitalistes sont passées de « protestataires » à positives, perçues par une partie de l'électorat (au-delà du score de 11 % d'ailleurs) comme possibles, crédibles et nécessaires. La déception des législatives, largement due à un mode de scrutin inique, ne doit pas masquer cette novation.

Il ne faut pas laisser retomber les choses tant sur le plan des idées que du rassemblement ouvert. Il ne faut pas recommencer l'échec de ce rassemblement après le vote non au référendum de 2005. Une mobilisation a eu lieu au-delà des partis du Front de Gauche. Cela concerne entre autre des jeunes, qui ne vont pas adhérer aux partis sauf à la marge, il faut les garder. Le Front de Gauche élargi qui doit naître, ce n'est plus seulement les partis qui l'ont fondé, c'est les militants des partis et tous les non encartés qui vont s'y reconnaître, avec comme référence l'esprit de 2005 et celui de 2012.

Tout cela pose des questions complexes :

- Quelle place pour les partis, leurs membres, et les autres citoyens séduits par le Front de Gauche au sens large ? Comment ne pas remettre en cause l'existence des partis « fondateurs » du Front de Gauche et en même temps leur demander de renoncer à être hégémoniques, de fait en tout cas ?
- Une question se pose aux partis eux-mêmes : le temps n'est il pas venu de se dépasser et de se fondre dans une seule organisation ? C'est une question, est ce que cela serait efficace (comparé à la situation actuelle) ?
- Dans l'immédiat, quelle organisation adopter ? En considérant que les partis constitutifs du Front de Gauche perdurent, comment fait on de la place (1) aux « adeptes » non encartés du Front de Gauche, (2) aux organisations et courants minoritaires ?
- Faut il une adhésion directe au Front de Gauche ? Comment ça se gère ? Faut il plutôt un organisation de sympathisants à côté du Front de Gauche actuel ?

Toutes ces questions sont très concrètes à Gentilly. Les organisations constitutives présentes sur la ville, Parti communiste, Parti de Gauche, Alternative Rouge et Verte ne sont pas sur le même plan en terme de poids politique. Des citoyens ont envie de s'engager sans s'encarter, en pensant même que c'est une clé de succès grandissants. Comment tout cela fonctionne t-il dans le respect de la place de chacun tout en donnant envie à tous de continuer ensemble ? Tout cela n'est d'ailleurs pas sans résonance avec l'expérience de la majorité municipale avec son côté précurseur, des enseignements peuvent sans doute en être tirés, dans l'optique des futures échéances aussi.

Il est clair qu'à partir de maintenant, faire fonctionner le Front de Gauche est quelque chose de nouveau. Il est important que tout le monde comprenne qu'on est à une nouvelle étape, dans laquelle entre autre les « anciens » doivent « respecter » les « nouveaux » et vice versa. A Gentilly comme ailleurs, le Front de Gauche ce n'est plus tel ou tel parti, mais autre chose.

Les enjeux politiques à venir

Ils sont énormes. La recomposition de la droite avec une place au FN n'est pas forcément une vue de l'esprit et pourrait être une réalité. Le programme du PS est totalement insuffisant. La crise est là. Il y a un très grand risque de désillusion et de report sur le FN ou un clone.

Nous devons être très offensifs, pour faire comprendre un certain nombre de choses, les imposer autant que faire se peut, essentiellement par le rapport de force du mouvement social. Je ne citerais que quelques domaines :

- L'indispensable remise en cause du libéralisme comme fondement de l'économie. Ceci suppose une réelle renégociation des traités européens (supprimer la constitutionnalisation du libéralisme), ne plus accepter la domination des règles du marché, remettre en cause le remboursement d'une partie de la dette. Ceci suppose d'ailleurs un mouvement au niveau européen, tant il est illusoire de penser avoir des solutions au seul niveau français.
- Le corollaire est d'avoir très vite un réel pôle de financement public, remettant en cause la toute puissance des banques.
- Aller vers une réhabilitation lourde des services publics : éducation, santé....
- Aller sérieusement vers une nouvelle répartition des richesses : ramener la place du capital au moins à ce qu'elle était avant les années 80 serait un objectif minimum.
- Avoir une politique du logement radicalement nouvelle, obligeant les communes qui n'en ont pas à construire du logement social.
- Avoir une politique de planification écologique très offensive. Produire autrement, prendre au sérieux le risque climatique et créer des emplois liés.

Si des avancées réelles n'ont pas lieu sur ces points, le risque est important d'une désillusion « grande taille ». C'est au Front de gauche de mener cette bataille. Il ne faut pas se faire d'illusion, il sera difficile d'imposer tout cela, mais **l'enjeu est qu'in fine ce soit le Front de Gauche qui s'impose comme l'alternative, pas le FN**. Le combat sur ces points doit par ailleurs s'accompagner de la poursuite de la bataille idéologique sur deux axes : la nécessité absolue de changer la constitution cette république et l'affrontement avec le FN dont il faut démystifier, en particulier auprès des classes populaires, les fausses solutions.